

LE TROMBINOSCOPE

Numéro spécial « Les Prix du Trombinoscope » - Hors-série Février 2018

26^e cérémonie des Prix du Trombinoscope

Les lauréats de l'année 2017



La personnalité politique
Nicolas Hulot



Le ministre
Jean-Michel Blanquer



La révélation politique
Christophe Castaner



La députée
Amélie de Montchalin



Les sénatrices
Esther Benbassa & Catherine Troendlé



L'élú local
Gilles Simeoni



L'élue la plus connectée
Paula Forteza

LE TROMBINOSCOPE

INSTITUTIONS ET AFFAIRES PUBLIQUES EUROPÉENNES

POUR SAVOIR QUI EST QUI ET QUI FAIT
QUOI AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE

13 600 CONTACTS

En coédition avec
EPAD
EUROPEAN PUBLIC AFFAIRS DIRECTORY



Institutions européennes :

Parlement
Conseil
Commission européenne
Cour de justice
Banque centrale européenne
Cour des comptes
Agences et autres organismes européens

Affaires Publiques à Bruxelles :

Associations professionnelles
ONG
Bureaux de représentation des régions
Entreprises
Think-Tanks
Médias ...

bon de commande

www.trombinoscope.com

à retourner au Trombinoscope - Service abonnement - CS 70001 - 59361 Avesnes-sur-Helpe cedex - Fax : 03 27 61 22 52

- Je commande l'EPAD / Trombinoscope de l'Union européenne 2018
au prix de 280 €HT soit 295,40 €TTC (TVA 5,5 %).

Parution en mars 2018, édité en anglais

OFFERT : Frais de port + accès illimité pendant un an à la base de données Europe du site Internet du Trombinoscope

- M. Mme.

NOM / Prénom : _____

Entreprise ou Organisme : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____

Ville : _____

Pays : _____

Tél. : _____

E-mail : _____

Je joins mon règlement à l'ordre du Trombinoscope par :

- Chèque Mandat Carte bancaire Visa / Mastercard

N° _____

Validité _____

Cryptogramme _____

(3 derniers chiffres au verso de votre

carte bancaire)

- Je réglerai à réception de facture

Date _____

Signature _____

Président du jury



Christophe Barbier
L'Express/BFM TV



Anna Cabana
JDD



Apolline de Malherbe
BFM TV



Marie-Ève Malouines
LCP AN



Emmanuel Kessler
Public Sénat



Yves Thréard
Le Figaro



Ludovic Vigogne
L'Opinion

LES PRIX DU TROMBINOSCOPE

LA PERSONNALITÉ POLITIQUE

LA DÉPUTÉE

LE MINISTRE

parrainé par  CCI FRANCE

LES SÉNATRICES

L'ÉLU LOCAL

parrainé par 

LA RÉVÉLATION POLITIQUE

parrainé par 

L'ÉLUE LA PLUS CONNECTÉE

Nicolas Hulot, toujours vert !

La solennité du bureau présidentiel, des parapheurs et de la promulgation télévisée : le premier travail législatif de Nicolas Hulot, une loi engageant la France dans la sortie définitive de l'exploitation des hydrocarbures, a eu droit, juste avant la fin de l'année 2017, aux mêmes honneurs que le Budget de la nation. C'est dire si Emmanuel Macron prend soin de celui dont le jury du Trombinoscope a fait la personnalité politique de l'année 2017.

« Aujourd'hui, toute l'écologie politique repose sur les épaules de Nicolas Hulot, et elle est plus écologique et moins politique. »

Nicolas Hulot au gouvernement ! Jacques Chirac l'a imaginé, Nicolas Sarkozy en a rêvé, François Hollande y a cru, mais aucun des trois n'a réussi l'exploit accompli par Emmanuel Macron : convaincre le premier écologiste de France d'intégrer l'exécutif. Chirac trouve en Hulot un relais pour son engagement au chevet de la « planète qui brûle » ; Nicolas Sarkozy, reprenant au vol la charte proposée par l'ancien animateur de télévision à tous les candidats à la présidence de 2007, l'associe au Grenelle de l'environnement ;

François Hollande fait de lui la cheville ouvrière de la Cop 21 et l'ambassadeur de la France auprès du monde entier pour aboutir aux accords de Paris en 2015. Macron, lui, obtient plus : que Hulot risque sa popularité et sa réputation dans l'action gouvernementale.

Quand la rumeur court de son arrivée à la tête d'un ministère de la Transition écologique, vers le 10 mai 2017, tout indique que le militant passionné mais parfois fragile, trop

intègre pour apprécier les circonvolutions, les compromis et les manigances, sera vite broyé entre les deux mâchoires de l'étau politique : d'un côté, l'administration qui dit non à tout, ensable les réformes et englutit les ministres ; de l'autre, la meute parlementaire, qui harcèle les ministres n'ayant jamais été élus.

Erreur ! En quelques semaines, Nicolas Hulot s'affirme plus politique que bien des vieux crocodiles du marigot de la V^e République. D'abord, il « tient » dans la durée, et

supporte les aléas de la vie gouvernementale, les arbitrages à moitié perdus et les couleuvres aux deux tiers avalées. Il parvient à imposer « l'éco-réalisme », sa marque de fabrique, par un mélange de bon sens et de décisions assumées, tel le nouveau calendrier de la lente sortie française du nucléaire.

Ensuite, il accroche une épée de Damoclès verte au-dessus de la tête d'Emmanuel Macron. Aucun autre membre du gouvernement, hors peut-être Bruno Le Maire ou Edouard Philippe en personne, n'est en mesure de provoquer, par son départ, une crise politique. D'ailleurs, qu'il s'agisse de l'interdiction du glyphosate, des

SES PRÉDÉCESSEURS

2012
François Hollande
2013
Christiane Taubira
2014
Manuel Valls
2015
Jean-Yves Le Drian
2016
François Fillon

litiges avec le ministre de l'Agriculture ou du sort de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, à chaque fois, l'argument revient : et si Nicolas Hulot mettait sa démission dans la balance ? Même les États généraux de l'alimentation, fin 2017, tournent au psychodrame parce que le ministre de la Transition écologique et solidaire en boude la clôture et considère que «le compte n'y est pas». Parce qu'il a un contrat personnel avec le président de la République et une place à part dans le paysage politique, Hulot possède une force inédite : s'il claque la porte, ce sera sur les doigts d'Emmanuel Macron en personne...

Enfin, le ministre Hulot profite de l'aura du militant Hulot, du vieux combattant au service de la planète, qui a marqué la mémoire collective par ses piqués en ULM sur l'Amazonie et ses cris d'alarme contre le réchauffement climatique. La légitimité écologiste de Nicolas Hulot est si forte qu'il efface des tablettes Les Verts, stupéfiants d'incompétence au pouvoir, égarés dans une idéologie fort éloignée de la nature et engloutis dans le naufrage de Benoît Hamon à la présidentielle. Aujourd'hui, toute l'écologie politique repose sur les épaules de Nicolas Hulot, et elle est plus écologique et moins politique.

Ministre pas comme les autres, Nicolas Hulot n'échappe pas aux passions mais survit aux polémiques. Quand la publication du patrimoine des ministres met en lumière le sien, l'un des plus élevés du gouvernement avec 7,2 millions d'euros, et riche surtout de plusieurs véhicules polluants, les citoyens ne s'émeuvent pas outre mesure : ils comprennent bien que la réussite mène à l'argent...

Néanmoins, l'indulgence et la patience des Français ne sont jamais illimitées. Pour Hulot, elles sont aujourd'hui la récompense de sa sincérité et de sa ténacité. S'il veut qu'elles perdurent, voire se transforment en approbation, il faut que la transition écologique passe de l'intention à la réalité, sans punir les Français ni frapper leur portefeuille.



© A. Bouissou/Dicom

Nicolas Hulot

Né le 30 avril 1955

Ancien photographe à l'agence Sipa Presse

Responsable d'expéditions (1976-93)

Journaliste et producteur à France Inter (1978-87)

Producteur et animateur des émissions Ushuaïa,

le magazine de l'extrême (1987-95),

Okavango (1996-97) et Ushuaïa nature (1998-2011) sur TF1

Président fondateur de la Fondation Ushuaïa, devenue Fondation Nicolas

Hulot pour la nature et l'homme en 1995 (1990-2017)

Initiateur du Pacte écologique pendant les élections présidentielles de 2007

Réalisateur du film Le syndrome du Titanic (2009)

Candidat à la primaire d'EELV pour les élections présidentielles de 2012

Envoyé spécial du président de la République pour

la protection de la planète (2012-16)

Ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire (depuis 2017)

S'il atteint cet objectif, Nicolas Hulot pourra non seulement persévérer en politique, mais aussi y épanouir une qualité inédite : l'ambition.

Christophe Barbier

Tous les mois
**la Grande Consultation
enregistre l'opinion
des chefs d'entreprise**

OpinionWay, en partenariat Europe 1 et La Tribune



Retrouvez les résultats sur
grandeconsultation.fr

Jean-Michel Blanquer

La jonction entre tradition et modernité

Il va tel un équilibriste soucieux de « créer un état d'esprit d'unité nationale » - rien que ça - autour de cette passion française qu'est l'Éducation nationale. Jean-Michel Blanquer s'est révélé le plus « et-en-même-temps-tiste » des ministres d'Emmanuel Macron. « Je suis et-en-même-temps-tiste depuis toujours, précise l'ancien directeur de l'Essec. Je ne cherche pas à m'identifier à un camp. Le mot qui cristallise tout ce que j'ai à dire sur l'éducation : le mot

de confiance. Il y a tout un pan de l'opinion publique, représentée par ces personnes qu'on appelle à tort les réacs, qui se sent comme divorcé de l'école. Je n'ai jamais dit que je rétablirai l'école d'antan ou l'école d'hier. Il y a des éléments éternels en pédagogie. Cela relève d'un bon sens républicain. Ce bon sens rejoint l'avant-garde scientifique. Je fais la jonction entre tradition et modernité ».

Toujours cet homme qui vient d'avoir 53 ans a peur d'être pris pour un vieux grigou passéiste. « Tout ce qui consiste à me décrire comme réactionnaire me blesse ». Parce qu'il sait que la sémantique charrie des symboles, voire des fantasmes, et qu'il veut « pacifier », il fait attention à ce qu'il dit, à chaque instant, en toute occasion. « Je suis sur une ligne de

crête », convient-il. Son discours sur le retour de l'autorité et des fondamentaux fait de lui le ministre qui

« Son discours sur le retour de l'autorité et des fondamentaux fait de lui le ministre qui cause le plus de dégâts à droite ; avec le dédoublement des classes en ZEP, il accomplit ce dont la gauche aurait rêvé de pouvoir s'enorgueillir. »

cause le plus de dégâts à droite ; avec le dédoublement des classes en ZEP, il accomplit ce dont la gauche aurait rêvé de pouvoir s'enorgueillir. Sans compter un vrai sens tactique. Il n'est que de voir comment il tente de sortir de la querelle réactionnaires-progressistes par les sciences cognitives, son dada.

Celui qui aurait pu être ministre d'Alain Juppé - « c'est vrai, c'était possible », confie-t-il - mais pas de François Fillon - « ça, c'est faux » - est-il devenu un homme politique ? « Restez correcte, quand même ! » s'esclaffa-t-il la première fois qu'on lui posa la question, quelques semaines

SES PRÉDÉCESSEURS

2012

Manuel Valls

2013

Jean-Yves Le Drian

2014

Ségolène Royal

2015

Laurent Fabius

2016

Bernard Cazeneuve



© Philippe DEVERNEY

Jean-Michel Blanquer

Né le 04 décembre 1964

Maîtrise de philosophie

DEA d'études politiques

Special Student à l'université d'Harvard

DEA et agrégation de droit public - Doctorat de droit

Chercheur à l'Institut français d'études andines (1989-91)

Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'université Paris II (1992-94)

Maître de conférences de droit public à l'université de Tours (1994-96)

Professeur de droit public à l'IEP Lille (1996-98)

Directeur de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine et professeur de droit constitutionnel, théorie du droit et droit communautaire à l'université Paris III et à l'IEP Paris (1998-2004)

Membre du conseil d'administration de l'université Paris III (2001-04)

Recteur de l'académie de la Guyane (2004-06)

Directeur adjoint de cabinet de Gilles de Robien, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (2006-07)

Recteur de l'académie de Créteil (2007-09)

Directeur général de l'Enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale (2009-12)

Directeur général de l'Essec (2013-17)

Ministre de l'Éducation nationale (depuis 2017)

après son arrivée rue de Grenelle - il venait de nous faire toucher le platane dans le jardin du ministère devant son bureau, et à l'époque il préférait parler de ce platane-chasseur-de-mauvaises-ondes que de sa métamorphose en politique. Six mois après, lorsqu'on le lui redemanda, rien de tel. Ni la plaisanterie ni le rire en guise de paravent. Il assume : « Je suis un homme politique ». Pause. « Il y a la rencontre entre l'endroit où

je suis arrivé et la maturité de la société. Il faut que l'Éducation nationale rassemble. Je rassemble. C'est tout sauf un consensus mou. C'est l'affirmation d'un socle qui rassemble ».

L'ennemi de Jean-Michel Blanquer, c'est le clivage. Chez lui, ce n'est pas une formule, mais une obsession. C'est bien simple, dès que dans un échange sur sa chère éducation nationale survient un clivage, il

s'emploie à faire valoir à chacun - vous, des badauds, des militants, des élus, des membres du gouvernement - que c'est une « fausse contradiction », une « antinomie dépassable », etc. Profession : dé-cliveur en chef. « J'essaie de faire sortir la France de tous les clivages inutiles. C'est le souhait implicite d'un certain nombre de Français ». Il fait ce qu'il appelle « une maïeutique du dépassement de clivage ». A soi seule cette expression est un concentré de sa ligne politique - et philosophique. « Chacun est traversé par ce dialogue entre tradition et modernité, entre l'effort et le plaisir. Ce qui est vrai à l'échelle de l'individu l'est à l'échelle de la société. Tous nous avons besoin de racines et d'ailes. De l'un et en même temps de l'autre ». C'est peu de dire qu'il s'entend plus-que-parfaitement avec Emmanuel Macron. Il le confirme : « On a une compréhension à demi-mot ».

De quoi lui donner une certaine liberté. Et notamment la liberté de rassurer ceux que le président inquiète. La preuve ? Cette déclaration du philosophe Alain Finkielkraut : « C'est parce qu'Emmanuel Macron a nommé Jean-Michel Blanquer que j'ai cessé de tirer à boulets rouges contre le chef de l'État. »

Anna Cabana

Christophe Castaner

Personnage incontournable de la Macronie

Christophe Castaner est loin d'être nouveau. À 52 ans, il n'est plus vraiment jeune. Et avant 2017 il avait déjà été trois fois maire, député, conseiller régional... Un vieux routier de la politique, donc, pas franchement un modèle de ce que l'on appelle en Macronie « le renouveau ». Et pourtant, voilà Christophe Castaner sacré « révélation de l'année » ! Parce que Christophe Castaner, ce n'est pas le « renouveau », c'est le « renouvelé ».

Celui qui était ancré au Parti socialiste est devenu en un an l'un des personnages incontournables de la Macronie. Délégué général de La République en Marche.

D'abord parce qu'il fut le premier des macronistes. Macroniste avant même que le macronisme ne soit dit. Prime au risque... ? La réalité c'est qu'il n'avait plus grand chose à risquer. Le nouveau Castaner commence par un échec. En 2015 il est le candidat socialiste pour la présidence de la région Paca. C'est un désastre. Avec 16,5 % des voix il arrive 3^{ème}, derrière Christian Estrosi et loin derrière Marion Maréchal-Le Pen, qui est en

tête avec 40,5 %. Il est K-O debout, après une campagne pénible, qui n'a jamais pris.

Il se retire et appelle à voter Christian Estrosi et à faire battre Marion

« Christophe Castaner est incarné et assumé.

Du bagout. Il est devenu un personnage par contraste : en

Macronie, il y en a peu. Emmanuel Macron est un homme assez seul, entouré de quelques jeunes, brillants mais lisses. Tellement lisses qu'ils en paraissent interchangeable.
Casta, lui, est unique. »

Maréchal-Le Pen. L'honneur est sauf, mais la rupture avec les socialistes est consommée.

L'été suivant, en quête de sens, il se met en marche, littéralement. Il traverse sa circonscription à pied, et propose à ses administrés de se joindre à lui, pour marcher, discuter,

dîner, ou même l'accueillir pour dormir.

Parallèlement, il fait le grand saut : il se met donc au service d'Emmanuel Macron. Joueur de poker, il a misé ce qui lui reste sur celui qui était encore ministre de l'Économie. Il croit en lui presque comme en un dieu. Fasciné, quasi enamouré.

Le premier à avoir eu l'audace, donc. Le premier en intensité. Premier macroniste for ever.

Incontournable aussi parce qu'il est différent.

Christophe Castaner est incarné et assumé. Du bagout. Il est devenu un

SES PRÉDÉCESSEURS

2012
Najat Vallaud-Belkacem

2013
Bruno Le Maire

2014
Emmanuel Macron

2015
Valérie Pécresse

2016
Emmanuel Macron

personnage par contraste : en Macronie, il y en a peu. Emmanuel Macron est un homme assez seul, entouré de quelques jeunes, brillants mais lisses. Tellement lisses qu'ils en paraissent interchangeables. "Casta", lui, est unique.

Il apporte à En Marche un ancrage local. Une terre. Les élus locaux, c'est le talon d'Achille d'Emmanuel Macron. Le renouvellement c'est marketing, certes. Mais le président se rend vite compte que l'expérience locale, au fond, c'est incontournable. Son parcours, qui était un boulet, est devenu un atout, dans un monde où le renouvellement a montré ses limites.

Les autres ministres, plus techniques, plus novices, l'appellent tous pour lui demander de les coacher. Nicolas Hulot lui aussi l'appelle régulièrement pour lui demander conseil. Avant l'été Hulot demande même à "Casta", s'il peut organiser, dans son secrétariat d'État aux relations avec le Parlement, une rencontre avec les députés En Marche. Castaner monte donc un apéro, un soir, dans les jardins de son ministère. La soirée est joyeuse, il fait encore chaud. "Casta" il joue les présentations. Il met à l'aise son nouveau copain Nicolas, étonnamment intimidé par ces jeunes élus. Il passe de groupe en groupe pour présenter Nicolas Hulot. Il a un mot pour chacun. Sincèrement enchanté, et pas peu fier d'être celui par qui tout passe.

Castaner désormais c'est une voix, un accent, un ton, autoritaire et décontracté, un peu moqueur. Porte-parole de fait. Porte-parole de la campagne. Puis porte-parole du Gouvernement. Même à la tête du parti, il reste celui qui porte la parole du chef, naturellement.

Christophe Castaner est l'inverse du jeune cadre macronien : c'est un cancre chaleureux.

Et sa réussite des douze derniers mois sonne même comme la revanche du mauvais élève. Il a quitté l'école sans bac, avant de se rattraper et de le passer en candidat libre.



Benoit Granter/Matignon

Christophe Castaner

Né le 03 janvier 1966

DESS de juriste d'affaires internationales

Diplôme de juriste conseil en entreprise

Diplôme de sciences politiques

DES de sciences pénales et de criminologie

Assistant juridique au groupe Sari-Seeri Immobilier (1991)

Juriste conseil à la BNP (1992-93)

Directeur général adjoint des Services de la Ville d'Avignon (1993-95)

Directeur de cabinet de Tony Dreyfus, maire du 10ème arrondissement de

Paris (1995-97)

Conseiller technique (1997-98), puis chef de cabinet (1998-2000) de

Catherine Trautmann, ministre de la Culture et de la Communication

Chef de cabinet de Michel Sapin, ministre de la Fonction publique et

de la Réforme de l'État (2000-02)

Maire (2001-17), puis conseiller municipal (depuis 2017) de Forcalquier

Président de la communauté de communes du Pays de

Forqualier-Montagne de Lure (2003-14)

Conseiller régional et vice-président du conseil régional de

Provence-Alpes-Côte d'Azur (2004-12)

Député des Alpes-de-Haute-Provence (2012-17)

Élu à l'Assemblée nationale en 2012 et 2017

Remplacé en 2017 par Emmanuelle Fontaine-Domeizel

Coprésident du groupe d'études PME de l'Assemblée nationale (2012-17)

Vice-président du Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement,

de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié (2014-17)

Secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement et

Porte-parole du Gouvernement (mai-nov 2017)

Secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement (depuis nov 2017)

Délégué général de La République en marche

En politique, il a été longtemps sous-estimé. Moqué par ses camarades socialistes, souvent d'hautains bobos parisiens. Il se dit même qu'à l'Élysée, aujourd'hui encore, certains

conseillers le surnomment « Le bouseux de Forcalquier ». C'est désormais son honneur.

Apolline de Malherbe

Amélie de Montchalin

Déjà indispensable à l'Assemblée !

Franck Underwood a peut-être trouvé plus fort que lui. Avant de finir dans le bureau ovale de la Maison Blanche, l'élu de Caroline du Sud a été le whip du Parti démocrate à la Chambre des représentants. Amélie de Montchalin, 32 ans seulement, elle aussi est whip. Dans le Nouveau Monde, les anglicismes ne provoquent aucun traumatisme et la transparence aucune réticence. En juin 2017, dans la foulée de l'élection d'Emmanuel

Macron, La République en Marche prend le pouvoir à l'Assemblée nationale et y pose d'emblée sa marque. Pour chacune des huit commissions permanentes du Palais Bourbon, le parti d'Emmanuel Macron choisit d'officialiser le poste de whip (il signifie fouet en anglais), jusqu'alors officieux. C'est une fonction clé. Son titulaire est chargé de veiller sur l'assiduité et la discipline de vote de ses collègues.

A la fin de juin, lorsqu'il s'agit, pour le nouveau groupe majoritaire, de choisir l'heureux élu qui occupera ce rôle au sein de la si stratégique commission des Finances, le nom d'Amélie de Montchalin s'impose immédiatement. Le budget a toujours été sa spécialité. Longtemps, celle-ci a écrit des notes sur le sujet pour La Boîte à idées, le think tank créé en 2012 par Maël de Calan, étiqueté à

droite. Un proche de celui-ci rappelle aujourd'hui moqueur : « Beaucoup étaient incompréhensibles ».

Le 10 décembre dernier, Maël de Calan se présentait face à Laurent Wauquiez pour la présidence des Républicains. Il a terminé à la dernière

place de la compétition, avec moins de 10 % des suffrages. Amélie de Montchalin, elle, a depuis six mois déjà pris son envol. Le 18 juin, elle a été élue députée de la sixième circonscription de l'Essonne, écrasant le député socialiste

frondeur Jérôme Guedj, avec plus de 61,3 % des voix.

Frondeuse, Amélie de Montchalin ne l'est pas vraiment. C'est plutôt une bonne, très bonne élève même. La jeune femme est une surdiplômée (HEC, Harvard, une licence d'Histoire, une autre d'économie). Sa carrière professionnelle est au diapason. Elle sera notamment directrice de la Prospective et du Suivi des politiques

« C'est la première fois qu'un parlementaire est ainsi récompensé dès son entrée au Palais Bourbon. »

SES PRÉDÉCESSEURS

2012

Jean-Louis Borloo

2013

Nicolas Dupont-Aignan

2014

Laurent Baumel

2015

Eric Ciotti & Patrick Mennucci

2016

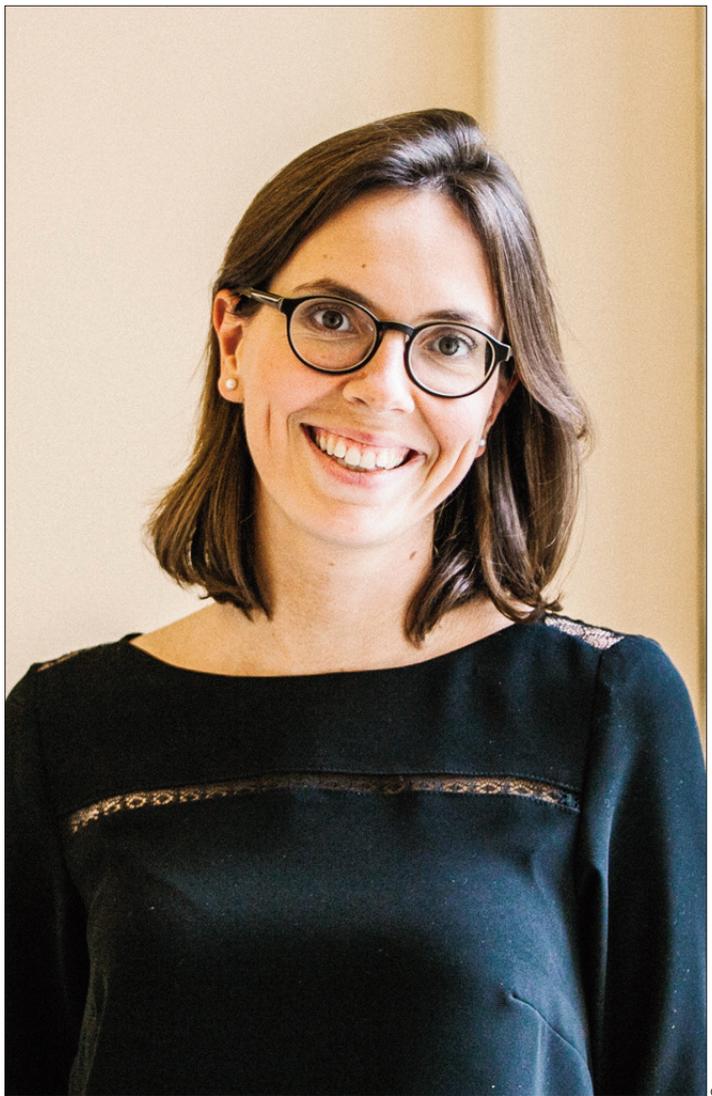
Thierry Solère

publiques chez Axa pendant trois ans.

Malgré cet emploi du temps très occupé, Amélie de Montchalin a toujours regardé la politique avec intérêt. Durant ses études, elle a fait un stage auprès de Valérie Pécresse. En vue de la présidentielle de 2017, elle soutient Alain Juppé et alimente, en coulisses, son projet. La primaire se termine comme on le sait. N'être pas frondeuse n'empêche pas d'être fonceuse. Bye, bye la droite ! Cet hiver, la catholique revendiquée répond à l'appel d'Emmanuel Macron qui incite la société civile à s'engager à ses côtés. Celle qui est issue d'une famille d'agriculteurs de l'Essonne envoie un dossier à la commission d'investissement d'En Marche ! à l'approche des législatives.

Cet automne, la voilà à l'Assemblée en première ligne pour le premier texte emblématique de l'ère Macron. Au final, il n'y aura ni faux pas, ni couac. Cela lui vaudra même les félicitations de la pourtant peu tendre Valérie Rabault : « Tout ce que je constate, c'est qu'elle a développé une méthode intelligente voire rusée pour exercer sa fonction », assure l'ex-rapporteuse PS du Budget dans L'Obs.

Franck Underwood n'a pas d'enfants. Amélie de Montchalin, trois. Son aîné a six ans, ses jumeaux quatre. L'organisation au Palais Bourbon la fait bondir. « C'est plus compliqué que lorsque je travaillais dans un grand groupe où c'était déjà très intense mais où l'on considérait que j'avais le droit de rentrer coucher mes enfants ou de travailler le soir chez moi », dit-elle à L'Opinion. La réorganisation du travail parlementaire sera un de ses combats, tout autant que sa modernisation. Elle a même emmené son mari en séance pour qu'il se rende compte de la lenteur de la procédure ! Lors du remaniement de novembre, son nom a circulé afin d'intégrer le Gouvernement Philippe. Pour beaucoup, une telle promotion était impossible. Amélie de Montchalin est indispensable à l'Assemblée nationale. La preuve : elle se voit remettre par le jury du Trombinoscope le prix du députée de l'année. C'est la



© Pascal PIGNON

Amélie de Montchalin

Née le 19 juin 1985

HEC - Harvard Kennedy School

Économiste en charge de la Zone Euro chez Exane BNP Paribas (2009-12)
Directrice de la Prospective, de la Stratégie de long-terme et des Politiques
publiques du Groupe Axa (2014-17)

Députée LREM de l'Essonne (depuis 2017)

Élue à l'Assemblée nationale en 2017

Chef de file du groupe LREM à la commission des Finances
de l'Assemblée nationale

Responsable du Budget 2018 pour le groupe LREM

Membre de la Commission supérieure du numérique et des postes

première fois qu'un parlementaire est Palais Bourbon.
ainsi récompensé dès son entrée au

Ludovic Vigogne

Esther Benbassa & Catherine Troendlé

Coup de chapeau à leur mission d'information

Bien sûr, nous n'avions pas besoin que deux sénatrices se penchent sur l'action de la France contre l'endoctrinement djihadiste pour que la vérité surgisse : notre échec est complet. Il suffit de lire la chronique quotidienne de l'actualité pour en prendre conscience. Les récentes agressions de gardiens de prison par des individus fanatisés en témoignent encore. Mais il est quand même préférable de s'appuyer sur une longue enquête de terrain,

précise, sérieuse et minutieuse, pour parler avec pertinence de ce sujet grave et nouveau. La mission d'information conduite par les deux sénatrices Esther Benbassa et Catherine Troendlé mérite à cet égard un beau coup de chapeau. Le rapport, sans langue de bois, remis en juillet 2017 par ces deux femmes, montre que c'est pire que mal : notre politique de déradicalisation est un fiasco. Leur verdict tient en trois mots : précipitation, amateurisme, inconséquence.

Ce verdict sans appel a d'autant plus de valeur que tout oppose ses deux auteurs. Si elle n'était pas une chercheuse et universitaire émérite, Esther Benbassa passerait volontiers pour une passionaria échevelée, prête à saisir la moindre opportunité pour le seul plaisir de provoquer. Elle est pourtant beaucoup plus que cela. Cette écologiste de gauche, élevée chez les sœurs, ne va jamais au plus

simple dans la défense de ses convictions. Quitte à s'exposer aux foudres de ses adversaires. Quand elle affirme, par exemple, que le voile n'est pas plus aliénant que la mini-jupe, elle renvoie astucieusement les partisans de l'un et de l'autre à leur diktat respectif, la religion et la mode,

« [...] notre politique de déradicalisation est un fiasco. Leur verdict tient en trois

**mots :
précipitation,
amateurisme,
inconséquence. »**

deux armes de la soumission exercée, selon elle, par les hommes. On n'est pas obligé de la suivre, mais la comparaison - osée - vaut d'être débattue. Il n'est pas si fréquent, non plus, de voir une juive justifier la présence du Hamas à la table des négociations au Proche-Orient si, d'aventure, celles-ci devaient vraiment s'ouvrir un jour...

Il est peu de dire que Catherine Troendlé ne s'aventure pas sur les mêmes fronts, ne foule pas les mêmes tranchées. Contrairement à Esther Benbassa, cette sénatrice de droite n'a pas défendu le mariage pour tous. Elle ne milite pas pour la PMA, la GPA ni

SES PRÉDÉCESSEURS

2012

Philippe Marini

2013

François Rebsamen

2014

Gérard Larcher

2015

Bruno Retailleau

2016

Didier Guillaume



Catherine Troendlé

Née le 20 février 1961

*Conseillère municipale (1989-95 et depuis 2017),
adjointe au maire (1995-2001), puis maire (2001-17)
de Ranspach-le-Bas*

*Vice-présidente de la communauté de communes de la
Porte du Sundgau (2001-17)*

*Vice-présidente de l'Association des maires du Haut-Rhin
(2001-17)*

Conseillère régionale d'Alsace (2004-05)

*Sénatrice Les Républicains du Haut-Rhin,
élue au Sénat en 2004 et 2014*

Vice-présidente déléguée du groupe UMP au Sénat (2011-14)

*Vice-présidente (2008-11 et 2014-17), puis membre (depuis
2017) de la Commission des lois du sénat*

*Vice-présidente du groupe français à l'Union
interparlementaire (2015-17)*

*Vice-présidente de la Conférence nationale des services
d'incendie et de secours (depuis 2015)*

Vice-présidente du Sénat (depuis 2017)

*Secrétaire nationale, en charge des relations avec les
associations (2008-09),*

membre du bureau politique (depuis 2009)

*Secrétaire nationale, en charge des relations franco-
allemandes (2011-14),*

puis en charge de l'éducation (2014-15) de l'UMP

*Déléguée à la famille et aux questions de société des
Républicains (depuis 2015)*



Esther Benbassa

Née le 27 mars 1950

*BA de philosophie et de littérature française
à l'université de Tel Aviv*

Doctorat de 3ème cycle de lettres-histoire

Capes de lettres modernes

Doctorat d'État

*Professeur de lettres modernes dans l'enseignement
secondaire public (1975-89)*

*Détachée au Centre national de la recherche scientifique
(CNRS) (1984-86)*

*Post Doctoral Fellow au département d'histoire du peuple
juif à l'université hébraïque de Jérusalem (1988-89)*

Directrice de recherche au CNRS (1989-2000)

*Professeur invitée au Moses Mendelssohn Zentrum à
l'université de Potsdam (Allemagne) (1996),*

puis aux universités de Lausanne et Genève (1999-2000)

*Directrice d'étude à l'École pratique des hautes études
(EPHE) (depuis 2000)*

*Chercheur invitée au Collegium Budapest (2002),
puis au Netherlands Institute For Advanced Studies (2004-05)*

*Professeur invitée dans diverses universités nord-
américaines et la New-York University*

Sénatrice du Val-de-Marne (2011-17)

*Réélue au Sénat à Paris en 2017 - Vice-présidente de la
commission des Lois du Sénat (2011-17)*

Sénatrice Ratt. CRCE de Paris,

Vice-Présidente de la délégation sénatoriale aux Outre-mer



Esther Benbassa - squat accueillant des réfugiés à Caen

la légalisation du cannabis. La prochaine discussion sur le projet de loi Asile et immigration du

pas peur de monter au feu quand il le

« Ce qui ne les empêche pas [...] de formuler quelques propositions : plus de prévention, de personnalisation dans la prise en charge, davantage de contrôle des fonds publics engagés. »

gouvernement ne manquera pas, à coup sûr, de les voir s'empoigner. Catherine Troendlé partage en revanche avec sa coauteure un sens aigu de la fidélité. Aux idées et aux gens. Ainsi cette Alsacienne revendiquée, restée chez Les Républicains après la présidentielle, n'a pas lâché François Fillon en rase campagne. Elle a refusé de suivre nombre de ses camarades sarkozystes de la première heure sur la voie du « courage, fuyons ». Caporal d'honneur des sapeurs-pompiers de France - une première pour une femme -, elle n'a



faut. Et c'est encore une fois ce qu'elle a fait dans le rapport qu'elle a cosigné. Puisque mal nommer les choses, c'est passer à côté des problèmes, Catherine Troendlé et Esther Benbassa militent pour la requalification de l'expression

« déradicalisation ». A la lumière de leur enquête, elles estiment l'objectif souvent hors de portée : passé un certain stade, soulignent-elles, le processus de radicalisation des djihadistes est peut-être irréversible...

« Catherine Troendlé et Esther Benbassa militent pour la requalification de l'expression « déradicalisation » »

Ce qui ne les empêche pas - et c'est en cela que leur travail est fondamental, à l'heure où tout le monde s'interroge, doute, tâtonne - de formuler quelques propositions : plus de prévention, de personnalisation dans la prise en charge, davantage de contrôle des fonds publics engagés. Des exemples étrangers, notamment en Belgique et au Danemark,

pourraient utilement inspirer la France. Mais c'est une certitude : aucune recette miracle n'existe.

Yves Thréard

Gilles Simeoni

« Tamanta strada », quel chemin !

Tamanta Strada ! Cette expression corse qu'il aime à répéter résume si bien son parcours. Quel chemin ! Gilles Simeoni a tracé le sien, hors des sentiers battus. Et il l'a imposé. Une voie nouvelle éloignée du « clanisme » des grandes familles qui a si longtemps imprimé sa marque sur l'île, distincte et distante de celle empruntée par les indépendantistes, nette dans son rejet de toute violence et ferme dans sa revendication d'autonomie. Son charisme – certains vont jusqu'à le comparer à Obama ! –, son sens du dialogue, l'ont propulsé en quelques années sur le devant de la scène politique corse.

Il ne se destinait pas à la carrière politique, mais ses racines familiales l'ont rattrapé. Peu de hasard. Comme il le rappelle lui-même : « Mon père ne m'a pas fait d'autre legs que son engagement pour la Corse ». Fils d'Edmond Simeoni, l'homme des événements Aléria – cette occupation d'une cave viticole en 1975 qui a viré au drame –, événement fondateur du nationalisme corse : l'empreinte ne peut qu'être marquante.

Mais Gilles Simeoni devient d'abord avocat. Après des études de droit, notamment à l'université Pascal Paoli

de Corte, il exerce à Bastia et attire l'attention médiatique en 2007, en défendant Yvan Colonna devant la

**« Les ingrédients
de cette
impressionnante
ascension :
une aisance certaine,
une communication
aisée, et une
ligne politique
habile, pour
rassembler
autour de lui [...]
Ses maîtres mots :
l'ouverture et
le dialogue,
la tolérance. »**

cour d'assises spéciale de Paris.

Son parcours d'élu débute en 2001, lors des municipales dans sa ville natale. Il ne cesse depuis d'imposer la progression de ses convictions et de ses idées politiques. En 2014, première victoire d'envergure : il s'empare de la

mairie de Bastia. Avec 55,4 % des voix, Gilles Simeoni arrache la mairie de la ville qui l'a vu naître, à la dynastie des Zuccarelli. Les choses s'accélérent : en 2015, à l'issue des territoriales, il est élu Président du Conseil exécutif de Corse, parachevant finalement le rêve de son père. Il fait ainsi tomber le « système Giacobbi », héritier et représentant d'un des clans corses. Pendant qu'au printemps 2017, le « nouveau monde » se met « En Marche » en métropole, une page autonome, mais tout aussi novatrice, s'écrit sur l'Île de Beauté : aux législatives de 2017, trois députés sur les quatre que compte l'île sont des nationalistes.

SES PRÉDÉCESSEURS

2012

Samia Ghali

2013

Jean Lassalle

2014

Steeve Briois

2015

Natacha Bouchart

2016

Xavier Bertrand



Gilles Simeoni

*Né le 20 avril 1967
Avocat*

*Conseiller municipal (2008-14 et depuis 2016) et maire (2014-15) de Bastia
Vice-président de la communauté d'agglomération de Bastia (depuis 2014)
Conseiller à l'Assemblée de Corse (2010-16)*

*Président du Conseil exécutif (2016-17) de la collectivité territoriale de Corse,
puis président du conseil exécutif de la collectivité de corse (depuis 2018)*

Une victoire largement amplifiée, lors des récentes élections territoriales des 3 et 10 décembre dernier : cette fois, c'est le raz-de-marée, dans un alliage subtil avec l'indépendantiste Jean-Guy Talamoni. La liste conduite par Gilles Simeoni obtient la majorité absolue (en voix : 56,46 %, en sièges : 41 sur 63). Elle domine dans les agglomérations comme dans les plus petits villages de l'île, ce qui lui donne aujourd'hui une légitimité politique

incontestable.

Le 2 janvier 2018, Gilles Simeoni devient l'homme fort de la nouvelle Collectivité territoriale unique de Corse, fusion des deux départements et de la région.

Les ingrédients de cette impressionnante ascension : une aisance certaine, une communication aisée, et une ligne politique habile, pour rassembler autour de lui : à la lecture de ses

écrits, à l'écoute de ses propos, on comprend qu'il ne prône pas un repli identitaire, ni un « égoïsme territorial ». Ses maîtres mots : l'ouverture et le dialogue, la tolérance. Mais le fond s'alimente bien des revendications historiques de la mouvance nationaliste, sans concession : statut d'autonomie de plein droit et de plein exercice avec de multiples pouvoirs : réglementaire, fiscal et législatif dans les domaines non régaliens ; transfert des ressources et des compétences fiscales, statut de résident et co-officialité de la langue corse avec dévolution du pouvoir administratif. Autant de « points durs » qui, une fois passée l'euphorie des victoires électorales, viennent se heurter aux refus historiques de Paris.

A coup sûr, Simeoni fait partie de ces hommes politiques qui ont une « vision ». Il a compris que la seule piste, pour obtenir (enfin !) des résultats, consistait à prôner un nationalisme d'ouverture. Il incarne avec brio le renouvellement de la vie politique insulaire. Et l'autonomie qu'il prône pour l'île, sans rupture avec la République, sa volonté de la mettre sur les rails du développement économique, social et culturel, et de donner de nouveaux

espoirs, notamment d'emplois, pour la jeunesse, sont autant de thèmes fédérateurs qui lui assurent aujourd'hui une large adhésion. S'il réussit, le « simeonisme » aura remplacé le nationalisme. Mais le chemin est encore long. Semé d'embûches.

**Emmanuel Kessler
(avec Oriane Mancini)**



“opinionway

The innovative research company

*Rendre le monde intelligible
pour agir aujourd’hui
et imaginer demain.*

*Sondages d’opinion & politiques
Analytics, Social Media Research
Études marketing, communication et management*

www.opinion-way.com



Paula Forteza

« Ouverture, transparence, participation numérique »

32 ans, députée (La République En Marche) de la deuxième circonscription des Français de l'étranger (Amérique Latine et Caraïbes).

Il y a quelques années, en 2014, elle habitait encore Buenos Aires où elle était Conseillère « Innovation publique, entrepreneuriat et créativité » auprès de la mairie.

En 2017, elle siège à l'Assemblée nationale à Paris, trois semaines par mois, partageant le reste de son temps dans sa circonscription.

Paula Forteza a fait ses études dans la capitale argentine. Après le lycée franco-argentin Jean Mermoz, elle poursuit son cursus scolaire à l'université Torcuato di Tella. Elle s'intéresse à l'économie créative. La ville fait partie de ce mouvement des « villes créatives » qui considèrent que les nouvelles capacités offertes par la technologie numérique créent un nouveau contexte économique et social qu'elles cherchent à développer. La capacité à créer et innover devient une matière première qu'il convient de faire fructifier. C'est un peu le credo de la députée En Marche.

Quand on rencontre cette longue jeune femme brune, on croit rencontrer une parisienne telle que l'imaginent les revues étrangères. Discrètement élégante, très souriante et dynamique. Paula Forteza est bien née à Paris il y a un peu plus de trente ans. Mais à sept ans, ses parents argentins sont repartis à Buenos Aires.

Paula Forteza accompli le chemin inverse en 2014. Après cette expérience politique tournée vers l'innovation économique et politique, elle reprend ses études à Sciences-Po à Paris. Elle a vingt-huit ans et tout son temps. Elle rejoint ensuite l'équipe d'Etalab. Cette structure a été créée en 2011 pour mettre en œuvre l'ouverture et le partage des données publiques du gouvernement. Ses maîtres-mots sont la transparence, la coproduction, ou une économie

dynamisée par ces nouvelles ressources. Des concepts un peu abstraits mais qui se concrétisent assez vite par l'ouverture du site data.gouv.fr dont les journalistes deviennent friands.

Ouverte au monde par sa double culture, Paula Forteza est persuadée que le numérique peut inspirer de nouvelles façons de s'organiser et de prendre des décisions. Elle participe à la création d'une entreprise dont le nom évoque sa vision du numérique : Jailbreak, selon le vocable en cour chez les utilisateurs de smartphone désireux de déverrouiller les systèmes de protection mis en place par les fabricants. Paula Forteza est acquise au principe du logiciel

libre. À ses yeux, il garantit la transparence et donc la fiabilité des données Data. Petit à petit, elle se convainc que le numérique est la

« Pragmatique, Paula Forteza avait déjà commencé à former plusieurs de ses collègues députés aux techniques du numérique. Il est possible de participer à la réunion virtuelle hebdomadaire de son équipe sur ses projets. Il suffit de cliquer. »



© Assemblée nationale / 2019

solution pour refonder la relation entre les citoyens et les élus. Curieuse, elle observe de près le mouvement «Nuit Debout» dans lequel elle voit un terrain d'expérimentation du numérique à des fins politiques.

Quand Emmanuel Macron lance sa campagne par ce biais, Paula Forteza en est. L'argentine de Paris, ou la parisienne de Buenos Aires est investie dans la circonscription réservée aux Français de l'étranger en Amérique latine et Caraïbes. Elle ne jure que par la transparence, l'ouverture et la participation citoyenne.

À peine élue, elle fait partie des députés fonceurs qui investissent leur nouveau rôle sans aucun round d'observation. Désignée porte-parole de son groupe sur la Loi Confiance, elle essuie les plâtres. Les débats sont houleux. Les groupes d'opposition moquent ces jeunes députés qui croient tout inventer et finissent au détour d'un amendement par réinventer l'indemnité qu'ils prétendent abolir. Paula Forteza fait ses classes

Paula Forteza

Née le 08 août 1986

Au sein du Gouvernement de la Ville de Buenos Aires
Présidente d'OGP Toolbox

Chargée de la modernisation de l'Administration publique, de la mise en place de politiques de transparence et de redevabilité et de l'organisation du Sommet mondial pour un Gouvernement ouvert à Paris au sein de la mission Etalab rattachée au Premier ministre (2015-17)
Cofondatrice de la société Jailbreak
Élue à l'Assemblée nationale en 2017
Députée LREM des Français établis hors de France (depuis 2017)

avec le sourire. Le texte est reçu avec moins d'enthousiasme qu'elle aurait pu l'imaginer. Elle se plonge dans les «Ateliers de la Réforme» lancés par le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy. Elle est nommée rapporteure du groupe de travail sur la démocratie numérique et les nouvelles formes de participation citoyenne. Les principales propositions du groupe sur l'inscription dans la Constitution du droit d'accès à internet et à la formation numérique sont adoptées par le président de l'Assemblée. Pragmatique, Paula

Forteza avait déjà commencé à former plusieurs de ses collègues députés aux techniques du numérique. Il est possible de participer à la réunion virtuelle hebdomadaire de son équipe sur ses projets. Il suffit de cliquer. Mais son bureau est physiquement ouvert aux visiteurs qui se reconnaissent dans son triptyque «ouverture, transparence, participation numérique» tous les vendredis. Les inscriptions se font évidemment via internet.

Marie-Ève Malouines

LE TROMBINOSCOPE

Le site professionnel du monde politique

www.trombinoscope.com

- Accès à la totalité de la base de données pendant 1 an
- Rapidité d'accès aux informations
- Recherche multicritère
- Information en temps réel
- Téléchargement de fichiers

Institutions
Nationales



Institutions
Locales



Institutions
Européennes



Institutions
de la santé



Toutes les données éditées dans les annuaires du Trombinoscope.

Les 25 000 plus importantes personnalités des institutions françaises et européennes.

Avec une mise à jour quotidienne, sont prises en compte toutes les élections, nominations ou démissions récentes.

Boutique et services en ligne sur
www.trombinoscope.com

L'ÉQUIPE DU TROMBINOSCOPE



François-Xavier d'Aillières
Éditeur
fxdaillieres@trombinoscope.com

RÉDACTION



Sylvain Ragot
Documentaliste
sragot@trombinoscope.com



Noémie Trabi
Documentaliste
ntrabi@trombinoscope.com

PUBLICITÉ



Delphine Léguillon
Directrice de clientèle
dleguillon@trombinoscope.com

© 2018 Le Trombinoscope

Une participation de DODS PLC

504 867 789 RCS Nanterre

315 Bureaux de la Colline - 1 rue Royale
92213 Saint-Cloud cedex

Tél : 01 55 62 68 51 - Fax : 01 55 62 68 76

Site Internet : www.trombinoscope.com

ISBN 979-10-95832-12-6

Dépôt légal : 1er trimestre 2018

Imprimé par Printcorp

Félix Colin (†), fondateur du Trombinoscope

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Couverture : Antoine Bonfils, Aldo Soares, Arnaud Bouissou - TERRA, Maxpp, Assemblée nationale, Benoit Granier/Matignon, Pascal Pignon, Philippe Devernay

P. 1 : Antoine Bonfils, Alain Apaydin/ABACAPRESS.COM, Assemblée nationale, A.Faidy Autocus prod

Chez Françoise

Maison fondée en 1949

Aérogare des invalides

F-75007 Paris - France

Tél. : +33 (0)1 47 05 49 03

Ouvert tous les jours de 12h à 15h et de 19h à 0h00

Métro Invalides (Ligne 8,13), RER C

E-Mail : info@chezfrancoise.com - Web : <http://chezfrancoise.com>

**UN REPAS D'AFFAIRES, BESOIN D'ESPACES INTIMES, DE DISCRETION... OU UN MOMENT DE
DETENTE EN FAMILLE, UN GROUPE A ACCUEILLIR.**

CHEZ FRANCOISE EST LE LIEU IDEAL

Profitez d'une cuisine traditionnelle française dans un cadre cosy, au cœur de Paris,
sous l'aérogare des Invalides.



LA SALLE DE RESTAURANT



**LE SALON DES PREMIERS
MINISTRES**



LA TERRASSE



LA SALLE DE RESTAURANT

TOUS LES JOURS DE LA SEMAINE MIDI ET SOIR

MENU PARLEMENTAIRE A 33 € TTC
(1 entrée + 1 plat + 1 dessert)

MENU BONNE CONSCIENCE A 28 € TTC
(1 entrée + 1 plat ou 1 plat + 1 dessert)

